

#PAGOF ECHOS

Newsletter : N° 002 mai 2024

BULLETIN D'INFORMATION DU PROJET D'APPUI AUX GOUVERNEMENTS OUVERTS FRANCOPHONES (PAGOF 2)



DANS CE NUMERO

1

EDITO

Un bon rythme de croisière en 2024.

2

ACTUALITES DU PAGOF 2

- Visite d'étude en France : le PAGOF 2 initie les e.modules de formation sur le PGO
- Côte d'Ivoire : cérémonie bilan des activités 2023 OGP

3

ZOOM SUR

Elaboration des e.modules sur les principes du PGO : le remarquable engagement des ENA

4

LES ECHOS DU PAGOF 2

Côte d'Ivoire, Maroc, Sénégal, Tunisie

5

HISTOIRES / IMAGES DU PAGOF 2

UN BON RYTHME DE CROISIÈRE EN 2024

L'année 2024 a débuté sur une note dynamique pour le Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF2). Le boom des activités concerne les quatre pays de mise en œuvre : Côte d'Ivoire, Maroc, Sénégal et Tunisie.

En Côte d'Ivoire, le projet s'achemine allègrement vers la fin du quatrième Plan d'Action National (PAN4), prévu pour la fin juin 2024. En attendant, un bilan de la mise en œuvre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) pour l'année 2023 a été réalisé. Le PAGOF2 continue de soutenir les actions d'information et de sensibilisation sur les principes du PGO dans les régions, tout en engageant le chantier du « Parlement Ouvert avec l'Assemblée Nationale. Un appui technique et financier a également été annoncé pour accompagner les réformes portées par la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG) dans le cadre de ses missions sur la lutte contre la corruption et la promotion de l'intégrité des agents publics.

Au Maroc, dans le cadre de la généralisation du gouvernement ouvert au niveau territorial par la Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT) du Ministère de l'Intérieur, le projet PAGOF a accompagné 23 collectivités territoriales dans le processus de co-construction de leurs programmes d'ouverture. **Au Sénégal**, le PAGOF2 poursuit son appui aux partenaires nationaux, notamment au comité technique du PGO dans le processus de co-construction du deuxième Plan d'Action National (PAN2) dont le lancement officiel est imminent. **En Tunisie**, l'appui au chantier des données ouvertes, par la généralisation de la mise à disposition des données en format ouvert et leur réutilisation se pérennise. Le 5ème Plan d'Action National (PAN5) est par ailleurs finalisé, avec 15 engagements répartis sur quatre axes prioritaires.

En Côte d'Ivoire et en Tunisie, plus d'une quinzaine de journalistes ont été formés aux modalités pratiques du datajournalisme, appliqué aux principes du PGO, grâce à une formation conduite par CFI. Ces initiatives visent à renforcer la transparence, la lutte contre la corruption, la participation citoyenne et l'utilisation du numérique pour une meilleure redevabilité.

Sur le plan régional, le chantier d'élaboration des e-modules sur les principes du PGO avec les Écoles Nationales d'Administration (ENA) de Côte d'Ivoire, du Sénégal, de Tunisie et l'Institut National du Service Public (INSP) de France a été formalisé lors d'une visite d'étude en France. Une mission de facilitation et d'appui a également été conduite au Bénin pour soutenir les efforts remarquables sur les chantiers d'ouverture. Parallèlement, le processus de subventions aux Organisations de la Société Civile (OSC) est lancé, avec une enveloppe de 750 000 euros destinée aux OSC des quatre pays cibles et des pays voie d'adhésion au niveau régional.

Ainsi, le PAGOF2 multiplie les initiatives et renforce son soutien aux gouvernements ouverts dans les pays francophones. Nous vous invitons à plonger dans cette édition pour découvrir en détail nos actions qui sont également les vôtres.

Très bonne lecture

Nicole NKOA

Directrice du PAGOF2

ACTUALITES DU PAGOF 2

Visite d'étude en France : le PAGOF2 initie les e.modules de formation sur le PGO

Elaborer un programme pédagogique numérique sur les quatre principes du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) à l'endroit des élèves des Ecoles Nationales d'Administration (ENA) de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et de la Tunisie, tel était l'objectif principal visé par le Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF2) en organisant la visite d'étude en France avec l'Institut National du Service Public (ex Ecole Nationale d'Administration-ENA). Du 14 au 19 avril 2024 à Paris et à Strasbourg, des délégations ivoirienne, sénégalaise et tunisienne fort engagées sur cette l'initiative ont entretenu des échanges entre pairs et participé à des ateliers pratiques.



Photo de famille des participants de la mission d'étude (première rangée de la droite vers la gauche, à partir de la 2ème personne, respectivement le directeur de l'ENA de Côte d'Ivoire, les directrices de l'ENA de Tunisie, de l'INSP-Paris et le Directeur de l'ENA du Sénégal)

Conduites par les Directeurs Généraux des ENA et composées également des points de contact de l'administration publique des comités du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) et d'experts pédagogiques et techniques sur le PGO, les délégations de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et de la Tunisie ont eu de riches séances de travail avec des experts de l'INSP à Paris et à son siège à Strasbourg. Accueillis dans les locaux d'Expertise France à Paris par la Responsable Adjointe du Pôle Migration, Genre et Droits Humains, Mme Tiguida CAMARA, les participants à cette visite ont ensuite eu, lors de l'ouverture des travaux, des échanges avec Mme Maryvonne Le BRIGNONEN, Directrice de l'INSP-Paris. Cette dernière s'est réjouie de la présence de ses pairs en France tout en exprimant sa confiance dans l'exercice de l'intelligence collective mise en avant pendant cette visite d'étude.

Les principes du PGO en formule de programme pédagogique en ligne

En décidant d'initier le chantier d'élaboration d'un programme pédagogique numérique sur les principes du PGO, le PAGOF2 a fait le pari de l'innovation et de l'utilisation du numérique dans ses actions de promotion et de vulgarisation. Les quatre principes du PGO que sont la Transparence, la Lutte contre la corruption, la Participation citoyenne et l'Utilisation du numérique pour plus de redevabilité, au centre de l'appui du projet au processus PGO pays, se verront ainsi mis en lumière avec pour cible particulière les élèves des ENA et les agents de l'administration publique des pays cibles.

Pour se faire, l'INSP, forte de son expérience dans la conduite de programmes de formation digitale, va soutenir les ENA des trois pays. Techniquement, des outils de création et de

présentation de formations en ligne seront acquis, et les différentes thématiques (principes du PGO), scénarisées et répondant aux objectifs pédagogiques poursuivis, seront alors mises en ligne au service de l'apprentissage et de la formation.

Les ENA de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et de la Tunisie : pionnières académiques du PGO en Afrique francophone

Les trois pays cibles pour l'élaboration des e.modules ont fait le choix, chacun, de traiter d'un seul et unique principe du PGO. Ainsi, la Côte d'Ivoire s'est positionnée sur la thématique de la participation citoyenne, le Sénégal sur le principe de la transparence de l'action publique et la Tunisie sur le principe de l'intégrité de l'action publique et des agents publics. .

A destination des futurs cadres des administrations et des agents publics de ces pays, les e.modules répondront à un besoin de diversifier les sources d'apprentissage et de permettre une flexibilité dans l'approche de la formation, car ils permettront aux cibles, en tout temps et en tout lieu, d'avoir accès à un contenu pédagogique de qualité.

Par ailleurs, ces e.modules seront une belle opportunité d'introduction du PGO dans la sphère de l'éducation, au-delà de leur promotion classique vis-à-vis des acteurs de l'administration publique et de la société civile dans les pays.

Le PAGOF 2, financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et mis en œuvre en Côte d'Ivoire, au Maroc, au Sénégal et en Tunisie, entend faire de cette initiative un premier test avant de passer à l'échelle dans d'autres pays.

ACTUALITES DU PAGOF 2

Cérémonie bilan des activités 2023 OGP en Côte d'Ivoire



Monsieur le Ministre du Commerce et l'Industrie de Côte d'Ivoire (à l'extrême droite) et des officiels lors de la cérémonie

Le lundi 19 février 2023, le Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF2) a participé à la cérémonie bilan de l'année 2023 du processus OGP-Open Government Partnership/ Partenariat pour un Gouvernement Ouvert- en Côte d'Ivoire. En présence de Monsieur Souleymane DIARRAS-

SOUBA, Ministre du Commerce et de l'Industrie, point focal OGP ; de plusieurs ambassadeurs ; des membres du Comité Technique OGP ; des structures publiques porteuses d'engagements ; des acteurs de la société civile ; et de nombreux autres partenaires, le PAGOF2 a présenté sa contribution et son appui

au processus OGP en Côte d'Ivoire.

Le PAGOF 2, en effet, soutient le processus pays, par l'expertise technique, l'ingénierie et la mobilisation de l'intelligence collective, la formation et le renforcement des capacités des membres de l'administration et de la société civile (quelque 200 personnes en 2023), dans les domaines de : (i) la transparence financière avec la publication des projets de loi de finances, (ii) la participation citoyenne avec le budget participatif, et (iii) l'accès à une information de qualité avec des journalistes sensibilisés aux objectifs du Gouvernement Ouvert.

Unaniment, monsieur le Ministre, madame la Présidente du Comité Technique et monsieur le point focal des Organisations de la Société Civile (OSC), ont salué cette précieuse contribution.

Pour l'année 2024, le PAGOF2 s'est engagé à poursuivre son accompagnement technique au processus pays et a annoncé les nouveaux chantiers à soutenir en Côte d'Ivoire, tels que le Parlement Ouvert, l'élaboration de modules E.learning en collaboration avec l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) et l'octroi de subventions aux OSC.

ZOOM SUR : Elaboration des e.modules sur les principes du PGO

Le remarquable engagement des ENA

La visite d'étude organisée par le Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF2) avec l'Institut National du Service Public (ex Ecole Nationale d'Administration-ENA) en France du 14 au 19 avril 2024, et les ENA de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et de la Tunisie a tenu toutes ses promesses. Avec à la tête des délégations les Directeurs Généraux des ENA, elle a été l'occasion pour ces derniers de marquer de nouveau leur disponibilité à soutenir le chantier de l'élaboration des e.modules sur les principes du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO). Les prochaines étapes de co-crédation desdits e.modules ont été adoptées.



Engagés depuis quelques mois, les discussions et échanges sur le chantier de création de e.modules sur les principes du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) destinés aux élèves des ENA se sont poursuivis, lors de la visite d'étude en France. Ils ont permis de formaliser le cadre de collaboration entre l'Institut National du Service Public (INSP) de France et les ENA, mais aussi de : définir et valider avec les ENA les thématiques à couvrir par chaque pays, définir et élaborer les grands axes des contenus de formation, convenir des rôles et responsabilités de chaque partie prenante, réaliser une séance de travail avec l'équipe dédiée à la numérisation des contenus de formation de l'INSP et enfin de co-élaborer et valider l'agenda des prochaines étapes.

Une représentation au plus haut niveau des ENA en France

Madame Khaoula LABIDI épse DRIDI, Directrice Générale de l'ENA de la Tunisie et messieurs Narcisse SEPY YESSOH et Mouhamadou Lamine DIALLO, respectivement Directeurs Généraux des ENA de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, ont conduit les délégations tunisienne, ivoirienne et sénégalaise, lors de la visite d'étude en France avec l'INSP. Au sein des différentes délégations, on pouvait également compter la présence des points de contacts du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) des administrations publiques de chacun des pays, des experts techniques de contenu pédagogique et du PGO. Au total, une vingtaine de personnes, y compris les membres de l'équipe du PAGOF2, ont participé à cette mission innovante.

Sous la direction de l'équipe de l'INSP- Paris, notamment de

M Jérôme GUYON, Adjoint au Directeur des relations internationales et de Mme Anne-Catherine DISLTEZWEY, Cheffe du Département de la digitalisation des formations et de l'innovation pédagogique, les trois délégations, porteuse chacune d'une thématique sur le PGO à matérialiser en e.module, se sont alors exercées à une structuration commune de la présentation des thématiques.

Une mécanique de co-crédation des e.modules validée par tous

Les sessions d'échanges entre pairs et collègues, lors de la visite d'étude, de l'avis de tous, ont été une belle opportunité d'exercice d'intelligence collective. Ainsi, le cadrage des actions à mener pour l'élaboration des e.modules a été au centre des premiers échanges. La compréhension commune et l'alignement de tous sur la matrice de présentation des thématiques sur les principes du PGO que sont la transparence, la

lutte contre la corruption, la participation citoyenne et l'utilisation du numérique pour plus de redevabilité, ont alors jeté les bases de travaux de groupes.

Sous forme d'ateliers, les délégations ont élaboré les premières

ébauches des e.modules et les ont présentées. Contexte, objectifs, cibles, modalités d'évaluation sont, entre autres, les grandes articulations de la structure globale des modules à concevoir en tant que programmes pédagogiques pour la formation en ligne.



Et, la technique et l'expertise suivront...

L'architecture globale ou la structuration des modules ainsi validée, la place est à présent donnée à l'élaboration concrète des e.modules. Les équipes de l'INSP de Paris et de Strasbourg ont pour cela présenté aux délégations les outils numériques dédiés à la création des contenus pédagogiques. Bien que pouvant être à première vue difficiles à maîtriser eu égard aux

exigences de technicité et d'expertise requises, l'appropriation de ces outils est en réalité apparue relativement aisée.

Contextualisation et scénarisation des modules de formation sur les principes du PGO vont à présent être l'objet de la suite des échanges entre les différents experts des ENA des pays et de l'INSP, avec l'appui du PAGOF2.

LES ECHOS DU PAGOF 2

Côte d'Ivoire

Diffusion de la culture PGO

Du 03 au 20 mars 2023, le #PAGOF2 a organisé une série d'ateliers régionaux de diffusion des principes et valeurs du PGO auprès des administrations, de la société civile et les médias de 5 régions du pays. Avec l'appui de quelques membres du pool national de compétences sur le PGO, formés en novembre 2023, ce sont les régions du Goh (Gagnoa), du Bélier (Yamoussoukro), du Hambol (Katiola) et de l'Indénié- Djouablin (Abengourou) qui ont été visitées. Ces ateliers ont visé une cinquantaine de personnes par région issues de société civile des villes/communes sélectionnées, et de l'administration, plus spécifiquement des représentants des ministères membres du comité technique OGP.

Chantier du « Parlement Ouvert » lancé

Lors du Sommet Afrique et Moyen-Orient du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) tenu du 1er au 3 novembre 2022 à Marrakech, au Maroc, la Côte d'Ivoire, à travers son Président de l'Assemblée Nationale, s'est engagée à développer des initiatives pour favoriser la transparence parlementaire au niveau national à travers la promotion du « Parlement Ouvert ». Depuis le début de l'année, le PAGOF2 a initié plusieurs rencontres

avec des responsables du Parlement pour accompagner à la matérialisation de l'engagement du Président de l'Assemblée Nationale. A l'issue des réunions de travail, une feuille de route du « Parlement Ouvert » a été produite et validée en mars 2024, en collaboration avec la Commission de l'Évaluation des Politiques Publiques de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire.

Le « Parlement Ouvert » entend rechercher et traduire dans ses actions, les initiatives pouvant permettre la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques.

Formation en datajournalisme

Du 06 au 11 mai, le PAGOF2 et son partenaire CFI ont organisé une formation sur le journalisme de données à l'attention de 8 journalistes (6 hommes et 2 femmes) de la presse écrite, presse en ligne et radio. Cette formation conduite par les experts de CFI visait à outiller les journalistes sélectionnés, après un appel à candidatures ouvert, à la compréhension et à la pratique du datajournalisme. Appliqué au PGO, le datajournalisme contribuera à la promotion des principes de transparence, d'intégrité, de participation citoyenne et d'utilisation du numérique pour plus de redevabilité.

Appui du PAGOF2 à Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG)

Le PAGOF2 va apporter son appui technique et financier à la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG) de la République de Côte d'Ivoire. La cérémonie officielle du lancement de cet appui s'est déroulée le mardi 28 mai 2024, au siège de l'institution. La HABG va ainsi bénéficier du renforcement des capacités de ses agents impliqués dans le traitement des déclarations de patrimoine, à travers un voyage d'étude en France,

pour des échanges entre pairs, le partage d'expériences et la promotion des bonnes pratiques. Un appui sera également apporté pour les actions de sensibilisation des assujettis à la déclaration de patrimoine, sur leurs devoirs en la matière et la vulgarisation du dispositif mis en place, via la confection et la diffusion de supports de communication. Enfin, le PAGOF2 soutiendra l'opérationnalisation de la plateforme de gestion des déclarations de patrimoine.

Maroc

Institutionnalisation de l'ouverture au niveau des collectivités territoriales

Le PAGOF a soutenu l'organisation d'ateliers de co-crédation du programme d'ouverture des collectivités territoriales (urbaines et rurales) réparties dans plusieurs régions du Royaume. Des centaines de participants de divers profils (Administration, associations, élus, média et autres secteurs) ont participé à ces ateliers.

A ce jour, plus d'une vingtaine de collectivités territoriales ont organisé les ateliers de co-crédation couvrant plusieurs régions du Maroc. Dans la démarche, avant cet exercice de co-crédation, chaque collectivité (les communes et leurs conseils communal notamment) identifie ses 4 axes prioritaires en consultation avec l'instance consultative représentant la société civile. L'identification de ces axes se fait sur la base des besoins, problèmes et contexte spécifiques à chaque commune. L'option d'un pro-

gramme d'ouverture locale comme finalité, comme moyen ou encore dans une formule avec ce double enjeu est au choix des collectivités. Sur les 126 collectivités du Réseau Marocain des Collectivités Territoriales Ouvertes (REMACTO), l'appui du PAGOF2 est orienté sur 47. A date, 5 collectivités territoriales du Maroc ont adhéré à l'OGP, dont 3 ont été accompagnées par PAGOF. Il s'agit des deux régions Souss-Massa, Drâa-Tafilalet, et de la commune d'Agadir.

Le Plan d'Action National (PAN) 3 en préparation

Le Ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'Administration a lancé la consultation publique autour du projet du troisième plan d'action national (PAN3) du gouvernement ouvert. Le projet du 3ème PAN porte sur 12 engagements dans les 5 domaines : (i) Transparence et participation (ii) Égalité et inclusion (iii) Espace civique (iv) Justice ouverte (v) Les collectivités territoriales ouvertes.

Sénégal

Deux chantiers majeurs : anti-corruption et OGP local

Le PAGOF2, par l'entremise du Coordonnateur Local, s'est entretenu avec le Président de l'Office National de Lutte contre la Fraude et la Corruption (OFNAC) et son staff. Les échanges ont porté sur l'appui du projet à l'Engagement 3 du PAN 2 du Sénégal, à savoir : Renforcer les attributions de OFNAC et les dispositions relatives à la lutte contre la corruption. Diverses actions,

telles que l'appui à la vulgarisation de la loi anti-corruption, les échanges entre institutions similaires de l'espace francophone, etc., sont ainsi prévues.

Par ailleurs, au Sénégal, le PAGOF2 soutient également l'Engagement 2 (Renforcer les mécanismes de transparence budgétaire et institutionnaliser le budget participatif) en appui à la Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT).

Tunisie

Organisation du deuxième comité de suivi PAGOF2 de la Tunisie

La deuxième réunion du comité de suivi de la Tunisie du projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones phase 2 (PAGOF2) s'est tenue le mercredi 3 avril 2024. Organisée en ligne, elle visait à présenter les actions planifiées dans le cadre du Plan d'Action Annuel (PAA) du projet et d'en faire un bilan de sa mise en œuvre, à date. Elle a réuni les représentants du Comité Technique OGP de la Tunisie, les représentants de l'Agence Française de Développement, de l'institut français, du support unit PGO, d'Expertise France, de l'équipe du PAGOF2 et de CFI.

Lancement du 5ème PAN

La Tunisie a officiellement procédé au lancement officiel du 5ème Plan d'Action National (PAN) pour la période 2023-2025. En format hybride (en présentiel et en ligne), la cérémonie a vu la participation du PAGOF2, à travers les interventions de la Directrice de projet, Nicole NKOA et de la coordonnatrice locale, Asma SABRI.

Le PAN 5 de la Tunisie porte sur quatre (4) Axes et comporte

quinze (15) engagements. Le PAGOF2 apporte un soutien technique, c'est-à-dire, de l'expertise, de l'ingénierie, de la mobilisation de l'intelligence collective, de la formation, du renforcement des capacités, etc., à la réalisation des Engagements 6 (Renforcer la voie vers l'ouverture des données publiques en Tunisie) et 12 (Développer et mettre en œuvre des unités de formation liées au domaine de l'intégrité et de la lutte contre la corruption à travers la plateforme de formation à distance de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA).

(Plus d'Informations sur le PAN5 disponibles sur le site <http://www.ogptunisie.gov.tn/>)

Formation en datajournalisme

Du 29 avril au 04 mai 24, CFI a conduit une formation sur le journalisme de données à l'attention de 8 journalistes (4 femmes et 4 hommes) de la presse écrite, presse en ligne et radio à Tunis. A l'instar de la formation sur le datajournalisme en Côte d'Ivoire, cette formation visait à outiller les journalistes sur les modalités de la pratique du journalisme des données appliquée aux principes du PGO, à savoir la transparence, l'intégrité, la participation citoyenne et l'utilisation du numérique pour plus de redevabilité.

Subventions aux OSC

Le processus d'octroi des subventions aux Organisations de la Société Civile actives sur le chantier du Gouvernement ouvert a été lancé dans les quatre pays de mise en œuvre du PAGOF.

En Côte d'Ivoire et au Sénégal, le PAGOF va soutenir les projets portés par un consortium d'OSC, visant la facilitation à la réalisation des engagements et la conduite d'actions concrètes pour promouvoir les principes du PGO.

En Tunisie un appel à projets ouvert a été lancé. Au Maroc, l'octroi des subventions portera sur le financement des projets

d'ouverture qui seront co-implémentés par les collectivités territoriales et les OSC.

A terme, une enveloppe de 450 000 Euros sera octroyée aux OSC des 4 pays cibles. Enfin, l'opérationnalisation des feuilles de route au processus d'adhésion est en cours au Benin et au Cameroun.

Sommet Afrique et Moyen-Orient de l'OGP

Le PAGOF2 prépare la participation de la communauté des réformateurs de la région francophone au sommet Afrique et Moyen-Orient du PGO au Kenya dans les mois à venir.

HISTOIRES / IMAGES DU PAGOF 2

EDITION 2023

GOVERNEMENT OUVERT

GUIDE DES BONNES
PRATIQUES ET
EXPÉRIENCES
RÉUSSIES
EN AFRIQUE
FRANCOPHONE

4^e séminaire régional #PAGOF
(Abidjan, 19-20 juillet 2023)

La 4^{ème} édition du Guide de Bonnes Pratiques et des expériences réussies du GO est disponible...

Contactez-nous (clauded.adjehi@expertisefrance.fr)
pour recevoir votre exemplaire